

définition partagée de la notion de pression de contrôle ni sur le terrain, ni en administration centrale, indique la juridiction financière. Si les contrôles sont conduits de manière plus précise et mieux ciblés grâce à la géolocalisation, la révision globale de ces indicateurs reste à mener à bien dans le cadre de l'AFB, en même temps que la mise au point, considérablement retardée, d'outils de suivi communs ». Ces difficultés de mise en œuvre

se traduisent également par une stagnation du nombre annuel des contrôles même si les performances de la police, tout comme l'intensité de la pression de contrôle ne peuvent s'évaluer par la seule comptabilisation de leur nombre.

Reste qu'une augmentation avait été observée entre 2012 et 2013, avec une hausse de 10 %. Mais la tendance s'est inversée depuis: ce nombre n'a progressé que de 1 % entre 2013 et 2014 et

a même chuté de 10 % entre 2014 et 2015. Au total, entre 2012 et 2015, le nombre de contrôles n'a augmenté que de 0,3 %.

Le nombre de contrôles par agent diminue lui aussi, et passe de 106 par an en 2012 à 95 par an en 2015.

Même si cette diminution est pour partie imputable au travail de cartographie des cours d'eaux et à de nouvelles compétences, elle pose, pour la Cour, la question de la capacité de certains services

à maintenir une pression de contrôle suffisante.

Le nombre de procès-verbaux dressés est passé quant à lui de 4396 en 2012 à 2785 en 2015, soit une baisse de 37 % même si, parallèlement, la part des "procès-verbaux d'avertissement", à vocation pédagogique, a augmenté.

L'incise de la Cour est téléchargeable à l'adresse: <http://www.ccomptes.fr/Accueil/Publications/Publications/Rapport-public-annuel-2017>. ■

La Bretagne officiellement en charge de son eau

C'est presque officiel: la Région Bretagne est la première collectivité territoriale Française chargée de l'animation et de la coordination des politiques de l'eau sur son territoire.

Cela faisait près de 15 ans que ce transfert de compétences était en suspens. La Bretagne est désormais maître de sa politique de l'eau.

Pour Thierry Burlot, Vice-pré-

sident de la Région en charge de l'environnement, l'attribution officielle de cette compétence animation-coordination sonne comme une reconnaissance: « C'est une marque de confiance de l'État à notre égard. La Bretagne a connu des difficultés mais elle n'a jamais baissé les bras pour reconquérir la qualité de l'eau. Avec ce nouveau décret, la Région, qui gère les fonds européens et qui est en charge de l'aménagement du territoire et

du développement économique, placera l'eau au cœur de son projet pour la Bretagne ».

En Bretagne, la mobilisation très ancienne des collectivités autour de la problématique de l'eau, lui permet, aujourd'hui, de bénéficier d'une organisation, singulière, complète.

La Région s'y est investie et fortement impliquée, de manière volontariste, depuis de nombreuses années.

Le Vice-Président Burlot a

également tenu à affirmer « aux autorités européennes, à l'État mais aussi aux citoyens, que la qualité de l'environnement en Bretagne est à la fois notre préoccupation et notre fierté (...). Consciente que le développement des territoires est lié à leur capacité à détenir de l'eau en quantité et qualité suffisante, la Région Bretagne sera également très attachée à la question des solidarités locales entre amont et aval ». ■

Conjoncture économique en voie de stabilisation dans le secteur des canalisations

En enregistrant une nouvelle baisse d'activité de 8 % par rapport à 2014, l'année 2015 avait été considérée comme la « pire année des travaux publics » pour le secteur des canalisations d'eau et d'assainissement. Depuis le début de la crise en 2008, la perte d'activités du secteur s'élève à 1 152

millions d'euros pour la France entière.

En 2015, le chiffre d'affaires des entreprises de canalisations s'est élevé à 5,2 milliards d'euros, dont 4,8 milliards pour les canalisations d'eau et d'assainissement. Ce chiffre représente 14 % du chiffre d'affaires des entreprises de travaux publics en France.

Pour l'année 2015, Canalisateurs de France estime le nombre de collaborateurs à 34000, en baisse de 5 % par rapport à 2014.

L'année 2016 pourrait marquer la fin de ces baisses consécutives avec une stabilisation de l'activité: entre -1 % et +1,5 % de chiffres d'affaires par rapport à l'année précédente. Si les indicateurs recueillis par les enquêtes

de conjoncture de Canalisateurs de France sont globalement meilleurs qu'en 2015, ils restent cependant négatifs pour la plupart ou très bas.

Les appels d'offres accusent une légère baisse de 3 % en 2016, avec un deuxième semestre difficile.

Pour Canalisateurs de France, le principal point noir reste le niveau des prix exceptionnellement

EN BREF

• **Pesticides:** Le suivi effectué sur 2016 par le ministère de l'Agriculture montre une baisse de l'usage des pesticides entre 2014 et 2015 de 2,7 %. Cette diminution fait cependant suite à une hausse de 9 % entre 2013 et 2014: <http://agriculture.gouv.fr/ecophyto-continuer-la-mobilisation-pour-reduire-l'utilisation-des-produits-phyto-pharmaceutiques>.

• **Prélèvement d'eau douce en France:** Cette publication du S0eS offre un panorama des prélèvements d'eau douce en France: répartition géographique, par grands usages et milieux d'origine. Elle examine aussi l'évolution des prélèvements au cours des 20 dernières années. <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/>

• **Gestion de l'eau:** France Eau Publique met gratuitement à disposition des collectivités locales un kit permettant d'opter ou non pour la gestion publique des services d'eau et d'assainissement. Une dizaine de fiches thématiques est déjà publiée, les autres le seront au fur et à mesure dans les mois qui viennent. <http://france-eaupublique.fr/>

• **Statistiques:** S'appuyant sur une sélection de données synthétiques, les chiffres clés de l'environnement 2016 fournissent un rapide aperçu des principales tendances caractérisant les relations entre la société, l'économie française et l'environnement. <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/>



Pour Canalisateurs de France, le principal point noir reste le niveau des prix exceptionnellement bas, résultat d'une concurrence toujours plus vive, d'un niveau d'activité insuffisant et de l'inquiétude des entreprises face à l'avenir.

bas, résultat d'une concurrence toujours plus vive, d'un niveau d'activité insuffisant et de l'inquiétude des entreprises face à

l'avenir. Malgré, une amélioration des carnets de commande, les entreprises peinent à reprendre confiance.

L'attentisme reste également de rigueur face aux lois rétroactives et aux échéances électorales. Il est également alimenté par les donneurs d'ordre qui mettent toujours plus de temps pour attribuer les marchés.

Pourtant, le potentiel d'activité est bien là et le volume de travaux pourrait être conséquent face aux enjeux liés au renouvellement des réseaux.

Pour accélérer le retour à la croissance, Canalisateurs de France et ses délégations régionales ont continué en 2016, partout en France, à aller à la rencontre des élus pour leur rappeler l'importance de l'investissement, de la connaissance et de l'entretien des canalisations d'eau et d'assainissement. Mobiliser les collectivités en refusant le discours ambiant

de pessimisme et d'attentisme est aujourd'hui primordial pour se projeter plus sereinement dans l'avenir.

Malgré les différentes prévisions de fin de la chute de l'investissement local, voire de leur reprise, l'incertitude reste forte pour les collectivités et par conséquent pour les entreprises. Les échéances de 2018 et 2020 dans le transfert des compétences eau et assainissement ainsi que la suppression de 800 EPCI au 1^{er} janvier alimentent un climat attentiste. Le niveau des marchés publics reste en effet à un niveau faible fin 2016.

Si l'année 2016 a marqué la fin de la baisse, l'année 2017, sans être celle d'une franche reprise, devrait cependant être celle de la stabilisation. ■

LES ENTREPRISES

Northumbrian Water s'appuie sur 1Spatial pour rationaliser la gestion de son réseau d'eaux usées

Northumbrian Water qui fournit des services d'eau et d'assainissement dans le nord-est de l'Angleterre s'est associée à 1Spatial, spécialisée dans la gestion des données géo-spatiales pour mieux connaître son réseau. L'association du logiciel de 1Spatial avec l'expertise d'ingénierie de Northumbrian Water a permis de développer un nouveau mode de visualisation du réseau.

Depuis 2011, certains tronçons du réseau d'eaux usées exploité par Northumbrian Water se situant dans les limites de propriétés privées de ses clients sont transférées à la compagnie. Pour mieux connaître ce linéaire estimé à 13 500 km, celle-ci uti-

lisait des techniques d'arpentage traditionnelles, tout en assurant progressivement la numérisation de cartes issues de sources différentes, notamment des autorités locales et de plusieurs organismes privés.

En exploitant la connaissance approfondie des réseaux d'eaux usées de l'entreprise, un ensemble de règles permettant de modéliser la position réelle des conduites non référencées a été créé, évitant de nombreux, coûteux et laborieux arpentages d'exploration. Grâce à ce système de cartographie numérique, fruit de la collaboration de Northumbrian Water et des équipes 1Spatial, les coûts de cette opération ont pu être réduits de 10 à 2,5 millions

de Livres Sterling et le temps de mise en œuvre de 5 à 2 ans.

Cette cartographie complète des réseaux d'eaux usées permet à Northumbrian Water de disposer de précieuses informations sur son réseau et ainsi de répondre plus rapidement aux problèmes d'encombrements et d'effondrements avec une connaissance plus fine des environnements locaux, permettant de réduire les temps d'investigation et de réparation. Elle a également permis d'identifier les zones à risque et les potentialités d'amélioration du réseau.

La modélisation numérique des tronçons renseignés a permis d'identifier plus de 5 000 km de conduites supplémentaires. Cette cartographie est en cours d'évaluations par des

équipes sur place à l'aide de systèmes d'information géographique (SIG) de manière à la valider et la rendre encore plus précise.

« Une compréhension plus complète de notre réseau d'eaux usées nous permet d'améliorer et d'optimiser nos réponses aux incidents tels que les encombrements et les effondrements, souligne Mike Madine, Directeur de l'assainissement chez Northumbrian Water. Notre partenariat avec 1Spatial a permis de développer un processus industriel innovant qui combine notre expertise et l'arpentage traditionnel avec des technologies cartographiques de pointe. Ce processus se traduit également par des économies considérables, dégageant ainsi de nouvelles capacités financières ». ■

Retrouvez toute l'actualité de l'eau sur le site
www.revue-ein.com